



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 05 du 26 février 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 26 février 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	217
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	217
DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....	217
Arrêté DCTAJ n° 2013-A-06 du 14 février 2013 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle.....	217
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	218
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	218
Arrêté du 13 février 2013 portant modification des statuts de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY.....	218
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	218
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	218
Arrêté du 21 février 2013 complétant l'arrêté du 4 octobre 2007 portant dissolution du syndicat intercommunal des services d'incendie et de secours de Blainville-Damelevières.....	218
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	219
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	219
Bureau de la citoyenneté.....	219
Arrêté du 11 février 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à la « SARL PAGNY » à LONGLAVILLE (54810).....	219
Arrêté du 11 février 2013 portant modification du siège d'une habilitation funéraire accordée à la « SARL PAGNY » à LONGWY (54400).....	219
Arrêté du 20 février 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « POSE ET PRESTATION » à JOEUF (54240).....	219
Arrêté du 25 février 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à M. Benjamin VOINOT, gérant de l'entreprise VOINOT THANATOPRAXIE à COLOMBEY-LES-BELLES (54170).....	220
Arrêté du 25 février 2013 portant modification dans le domaine funéraire - Etablissement GUIDON SAS à NANCY (54000).....	220
Arrêté du 25 février 2013 portant modification dans le domaine funéraire - Etablissement GUIDON SAS à LUNEVILLE (54300).....	221
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	221
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	221
Arrêté interpréfectoral du 20 février 2013 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) modifiant l'article 1 des statuts du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle relatif à la composition du syndicat.....	221
Arrêté du 21 février 2013 portant fixation de la liste des collectivités intéressées par le projet de syndicat mixte des transports du pays de Briey.....	222
Bureau des procédures environnementales.....	222
Arrêté du 14 février 2013 déclarant cessibles les parcelles situées sur le territoire des communes de THIL et de TIERCELET nécessaires à la réalisation du projet de liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg au profit du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle.....	222
Arrêté n° 54-2012-00072 du 18 février 2013 portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel d'entretien de la Chiers sur les communes de CHARENZY-VEZIN, COLMEY, CONS-LA-GRANVILLE, CUTRY, EPIEZ-SUR-CHIERS, LEXY, LONGLAVILLE, LONGUYON, LONGWY, MONTIGNY-SUR-CHIERS, REHON, UGNY, VILLETTE et VIVIERS-SUR-CHIERS.....	223
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	225
Bureau de l'interministérielle.....	225
Arrêté modificatif n° 12.BI.58 du 12 février 2013 accordant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine.....	225
Arrêté n° 12.BI.59 du 21 février 2013 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet.....	225
Arrêté n° 12.BI.60 du 21 février 2013 accordant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.....	227
Arrêté modificatif n° 13.BI.01 du 25 février 2013 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	230
Arrêté n° 13.OSD.01 du 25 février 2013 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, administrateur des finances publiques, responsable du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	231
Convention d'utilisation n° 54-2010-18 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Défense et la Sécurité SGAP.....	232
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	232
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	232
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	232
Service VSSE.....	232
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0166 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	232
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0167 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	233
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0168 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	234
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0169 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	235
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0170 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	236
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0171 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	237
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0172 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	237
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0173 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	238
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0174 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	239
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0175 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	240
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0176 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	241
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0177 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012.....	241
DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE.....	242
Secrétariat.....	242
Décision ARS N° 2013-0081 du 12 février 2013 portant désignation du psychiatre référent départemental de la cellule d'urgence médico-psychologique (C.U.M.P.) de Meurthe-et-Moselle.....	242
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	243
Arrêté n° 2013-0139 du 14 février 2013 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	243
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	244
DIRECTION.....	244
Arrêté n° 05/2013 du 14 février 2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	244
Arrêté n° 06/2013 du 14 février 2013 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	246
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	247
Décision d'agrément du 14 février 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association FLEX à NANCY.....	247

Décision d'agrément du 14 février 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Société SYNERGIHP à FLEVILLE-DEVANT-NANCY.....	247
Décision d'agrément du 21 février 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Société TECHNI CONSEIL à PONT-A-MOUSSON.....	247
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....	248
Décision de fermeture définitive d'un débit de tabac à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE (54630) en date du 7 février 2013.....	248
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	248
Arrêté du 12 février 2013 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle - Fermeture exceptionnelle le 10 mai 2013.....	248
Arrêté du 12 février 2013 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle - Fermeture exceptionnelle le 16 août 2013.....	248
SIP DE BRIEY.....	248
Arrêté du 1er septembre 2011 portant délégation de signature aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement.....	248
Arrêté du 7 janvier 2013 portant délégation de signature aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement.....	249
SIE - SIP DE LONGWY.....	249
Arrêté du 31 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme LEMASSON Martine, Inspectrice divisionnaire des finances publiques ; Mme FORTEMPS Maryline, Inspectrice des finances publiques ; M. JABOUILLE François, Inspecteur des finances publiques ; M. FORTEMPS Claude, Contrôleur principal des finances publiques.....	249
SIP DE NANCY NORD-EST.....	249
Arrêté du 29 janvier 2013 portant délégation de signature à M. Dominique ROBERT, Inspecteur ; M. Jean-Emmanuel HILS, Inspecteur ; Mme Pascale COSTE, Inspecteur.....	249
SIP DE NANCY SUD-EST.....	250
Arrêté du 2 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Claire BERTRAND, Inspecteur des finances publiques ; Mme Marie-Thérèse MUNIER, Contrôleur principal des finances publiques ; Mme Muriel HUMBERT, Contrôleur principal des finances publiques ; Mme Irène PIERINI, Contrôleur des finances publiques.....	250
SIE - SIP DE TOUL.....	250
Arrêté du 31 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUEGANO, Inspecteur ; Mme Colette AMBERT, Contrôleur principal ; M Patrice FOUQUET, Contrôleur principal ; Mme Laurence GHERAERT, Contrôleur principal ; Mme Isabelle DALLY, Agent administratif principal ; Mme Mitsue JAMEY, Agent administratif ; Mme Anne ADRAYNI, Contrôleur ; M Christian GIROT, Contrôleur principal ; Mme Rachel RICHARD, Contrôleur principal ; Mme Bernadette SCHMITT, Contrôleur principal.....	250
SIP DE VANDOEUVRE.....	250
Arrêté du 25 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Annie SCHUELLER, Inspectrice.....	250
TRESORERIE DE BACCARAT-BADONVILLER.....	250
Arrêté du 1er février 2012 portant délégation de signature à Mme MANGIN Dominique, Agent administratif ; Mme RENAUX Brigitte, Contrôleur principal ; Mme THIEBAUT Micheline, Contrôleur.....	250
TRESORERIE DE BAYON-BLAINVILLE-SUR-L'EAU.....	251
Arrêté du 18 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Francine HARROUE, Agent d'administration principal ; M. Olivier BAILLARGEAT, Agent d'administration principal ; Mme Carole COLIN, Agent d'administration principal ; M. Daniel CAMPESATO, Contrôleur principal.....	251
TRESORERIE D'ESSEY-LES-NANCY.....	251
Arrêté du 29 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Annie FERRY, Contrôleur des finances publiques ; M. Patrice BERTHELIER, Agent Administratif Principal des finances publiques ; Mme Ghislaine CLEMENT, Agent Administratif Principal des finances publiques ; Mme Anne MERCIER, Agent Administratif Principal des finances publiques ; Mme Véronique ADAM, Contrôleur Principal des finances publiques.....	251
TRESORERIE D'HAROUVE-VEZELISE.....	251
Procuration du 4 janvier 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Claude PHILIPPE, Contrôleur Principal des Finances publiques.....	251
Arrêté du 17 janvier 2013 portant délégation de signature à M. Franck CASTAGNOZZI, Agent administratif.....	252
TRESORERIE DE NEUVES-MAISONS.....	252
Arrêté du 17 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Magali MICHEL, Contrôleur principal ; M. Lionel EMERAUX, Contrôleur principal.....	252
TRESORERIE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	252
Arrêté du 22 janvier 2013 portant délégation de signature à M. COLSON Laurent, Inspecteur des Finances Publiques ; M. OBERLE Jérôme, Inspecteur des Finances Publiques ; Mme PETRIQUE Monique, Contrôleur Principal des Finances Publiques.....	252
TRESORERIE DE THIAUCOURT.....	252
Procuration du 2 janvier 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Marie-Christine SIBILLE, Agent de recouvrement du Trésor Public.....	252
Procuration du 2 janvier 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Martine LEMOINE, Contrôleur principal du Trésor Public.....	253
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	253
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	253
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière 009 du 8 février 2013 approuvant les statuts de l'association foncière de ABBEVILLE-LES-CONFLANS.....	253
Arrêté 2013/n° 013/AFC du 15 février 2013 relatif aux engagements dans le dispositif de la prime herbagère agroenvironnementale - Campagne 2013.....	254
Arrêté n° 004/2013 du 14 février 2013 modifiant l'arrêté du 26 juin 2003 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de MONTAUVILLE.....	255
Arrêté n° 26/2013 du 14 février 2013 modifiant l'arrêté du 22 mai 2008 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de LANEUVEVILLE-AUX-BOIS.....	256
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	257
SOLIDARITE - INSERTION.....	257
Arrêté d'affectation des réservistes sanitaires dans le cadre du plan grand froid en date du 14 février 2013.....	257
AUTRES SERVICES.....	258
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	258
DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	258
Délégation de signature 2013-02-01-5 du 6 février 2013.....	258
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY.....	258
DIRECTION.....	258
Décision N° 004/13 de délégation de signature en date du 03 janvier 2013 (RECTIFICATIVE à celle publiée dans le RAA N° 04 du 08 février 2013).....	258
Décision N° 005/13 de délégation de signature en date du 03 janvier 2013 (RECTIFICATIVE à celle publiée dans le RAA N° 04 du 08 février 2013).....	259
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	260
AUTRES SERVICES.....	260
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	260
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	260
Décision d'ouverture d'un concours sur titres externe pour le recrutement d'un Cadre de santé en date du 8 février 2013.....	260
Décision d'ouverture d'un concours sur titres interne pour le recrutement de deux Cadres de santé en date du 8 février 2013.....	260

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**

Arrêté DCTAJ n° 2013-A-06 du 14 février 2013 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;
VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n°2009-1725 du 30 décembre 2009 modifiant certaines dispositions du décret n°2006-1780 du 23 décembre 2006 relatives aux délégations de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels du ministère de l'intérieur ;
VU le décret du 8 avril 2011 nommant M. François VALEMBOIS sous-préfet de l'arrondissement de Metz-Campagne ;
VU le décret du 17 mai 2011 nommant M. Olivier du CRAY secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
VU le décret du 30 mai 2011 nommant M. Michel HEUZÉ sous-préfet de FORBACH ;
VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle ;
VU le décret du 26 novembre 2012 nommant Mme Nathalie BASNIER, directrice du Cabinet du Préfet de la région Lorraine, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU l'arrêté du 30 décembre 2009 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de la Moselle, à l'exception :

- des déclinatoires de compétence et arrêtés de conflit ;
- des réquisitions de la force armée.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à M. Olivier du CRAY à l'effet de signer, en sa qualité de responsable du budget opérationnel du programme « administration territoriale » régional dénommé BOP 307, sous l'autorité du préfet de région, tous actes administratifs et financiers, correspondances, décisions, circulaires, rapports qui permettent d'assurer :

- la gestion stratégique, technique et financière du budget opérationnel du programme « administration territoriale » régional dénommé BOP 307 concernant les préfectures de la région Lorraine ;
- la coordination de l'action des préfectures dans le cadre du BOP 307 ;
- le pilotage global de l'unité opérationnelle mutualisée régionale du BOP 307 : formation régionale ministérielle, modernisation, gestion de l'EMIR (enveloppe mutualisée d'investissement régional) et toutes autres actions de mutualisation en devenir dans le cadre du BOP 307.

A ce titre, M. Olivier du CRAY, en sa qualité de responsable du budget opérationnel du programme « administration territoriale » régional dénommé BOP 307 concernant les préfectures de la région Lorraine, a délégation pour :

- concevoir et élaborer le budget ;
- assurer la programmation des crédits reçus ;
- répartir les crédits entre les unités opérationnelles conformément à la ventilation approuvée en collège des préfets ;
- gérer le budget ;
- exécuter les dépenses conformément à la programmation fixée par le budget, y compris la ré-allocation en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles ;
- établir le bilan d'exécution du budget.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, à l'effet de signer, en sa qualité de responsable de la gestion des personnels, sous l'autorité du préfet de région, tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur relevant des attributions du représentant de l'Etat, dans le ressort de la région Lorraine, conformément aux dispositions du décret du 23 décembre 2006 modifié par le décret du 30 décembre 2009 et de l'arrêté du 30 décembre 2009 susvisés.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Olivier du CRAY à l'effet de signer, en sa qualité de responsable du budget opérationnel du programme « immigration et asile » régional dénommé BOP 303, sous l'autorité du préfet de région, tous actes administratifs et financiers, correspondances, décisions, circulaires, rapports qui permettent d'assurer :

- la gestion stratégique, technique et financière du budget opérationnel du programme « immigration et asile » régional dénommé BOP 303 concernant les préfectures de la région Lorraine ;
- la coordination de l'action des préfectures dans le cadre du BOP 303 ;
- la tarification des centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA).

A ce titre, M. Olivier du CRAY, en sa qualité de responsable du budget opérationnel du programme « immigration et asile » régional dénommé BOP 303 concernant les préfectures de la région Lorraine, a délégation pour :

- concevoir et élaborer le budget ;
- assurer la programmation des crédits reçus ;
- répartir les crédits entre les unités opérationnelles conformément à la ventilation approuvée en collège des préfets ;
- gérer le budget ;
- exécuter les dépenses conformément à la programmation fixée par le budget, y compris la ré-allocation en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles ;
- établir le bilan d'exécution du budget.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier du CRAY, sa suppléance sera assurée, dans les conditions prévues aux articles 1er, 2, 3 et 4, par M. François VALEMBOIS, secrétaire général adjoint de la préfecture de Moselle et sous-préfet de Metz-Campagne et, en cas d'indisponibilité de celui-ci, par M. Michel HEUZE, sous-préfet de Forbach, et en cas d'indisponibilité de celui-ci, par Mme Nathalie BASNIER, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle.

Article 6 : L'arrêté DCTAJ n° 2012-A-30 du 25 juin 2012 est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Moselle, de Meurthe-et-Moselle, de Meuse et des Vosges et de la préfecture de la région Lorraine.

Metz, le 14 février 2013

Le Préfet,
Nacer MEDDAH

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY*Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales***Arrêté du 13 février 2013 portant modification des statuts de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1960 portant création du District Urbain de l'Agglomération Longovicienne ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2002 transformant le District Urbain de l'Agglomération de LONGWY, en une communauté de communes dénommée « Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY » ;
VU la notification de la délibération du 5 avril 2012 du conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY, décidant la modification de l'article 23 des statuts, aux communes membres, par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 6 juin 2012 ;
VU la délibération du 6 décembre 2012 du conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY, précisant que la modification statutaire relative à la dotation de solidarité porte sur l'article 22 des statuts et non sur l'article 23 qui n'existe plus,
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
- GORCY (8 juin 2012), HAUCOURT MOULAIN (22 juin 2012), HERSEANGE (12 juin 2012), LEXY (28 juin 2012), LONGWY (20 juin 2012), MEXY (2 juillet 2012), MORFONTAINE (22 juin 2012) REHON (20 juin 2012) et UNGY (20 juin 2012) ;
VU les avis défavorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :
- CUTRY, HUSSIGNY GODBRANGE, LONGLAVILLE, MONT SAINT MARTIN et SAULNES ;
VU les absences de délibérations, valant avis favorable, des communes membres, à savoir :
- CHENIERES, CONS LA GRANDVILLE, COSNES ET ROMAIN et LAIX ;
VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.27 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : Sont approuvés les nouveaux statuts de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le président de la Communauté de Communes de l'Agglomération de LONGWY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 13 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE*Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles***Arrêté du 21 février 2013 complétant l'arrêté du 4 octobre 2007 portant dissolution du syndicat intercommunal des services d'incendie et de secours de Blainville-Damelevières**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5212-33 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 18 octobre 1990 portant création du syndicat intercommunal des services d'incendie et de secours des communes de Blainville et Damelevières ;
VU l'arrêté du 11 février 1991 modifiant l'article 5 des statuts ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.23 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté du 04 octobre 2007 portant dissolution du syndicat intercommunal des services d'incendie et de secours de Blainville-Damelevières ;
SUR proposition du sous-préfet de Lunéville,

ARRETE

Article 1er : L'arrêté du 04 octobre 2007 est complété comme suit pour procéder à la dissolution comptable du syndicat :

L'actif et le passif du syndicat sont répartis entre les communes membres, au prorata du chiffre de leur population respective constaté au recensement général le plus récent.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Directeur Départemental des Finances Publiques. Cet acte fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 21 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la citoyenneté

Arrêté du 11 février 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à la « SARL PAGNY » à LONGLAVILLE (54810)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R. 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU la demande d'habilitation présentée par Mme Evelyne PAGNY, gérante de la « SARL PAGNY » située au 91, Avenue Bogdan Politanski à LONGLAVILLE (54810) ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'entreprise susvisée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- Les soins de conservation (par sous-traitance) ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires ;
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires (par sous-traitance) ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- La fourniture du personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est le 2013-54-185

Article 3 : La durée de la présente habilitation est d'un an.

Article 4 : En application de l'article R 2223-63 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande de délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Evelyne PAGNY, gérante de l'entreprise susvisée et dont une copie sera adressée :

- à la sous-préfète de BRIEY ;
- au maire de LONGLAVILLE ;
- au Directeur de l'agence régionale de santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Arrêté du 11 février 2013 portant modification du siège d'une habilitation funéraire accordée à la « SARL PAGNY » à LONGWY (54400)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R. 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral d'habilitation de la SARL PAGNY en date du 7 décembre 2010 représentée par Mme Evelyne PAGNY, Gérante de l'établissement ;

CONSIDÉRANT le changement d'adresse de l'établissement principal susvisé suite à son transfert ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'adresse mentionnée dans l'arrêté préfectoral susvisé est modifiée ainsi qu'il suit : « 6 rue Anatole France à LONGWY (54400) » ;

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Evelyne PAGNY, gérante de l'entreprise susvisée et dont une copie sera adressée :

- à la sous-préfète de BRIEY ;
- au maire de LONGLAVILLE ;
- au Directeur de l'agence régionale de santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Arrêté du 20 février 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « POSE ET PRESTATION » à JOEUF (54240)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;
VU la demande d'habilitation formulée par M. Laurent ZANDERIGO, Gérant de l'entreprise « POSE ET PRESTATION » située 65, rue de Franchepré à JOEUF (54240) ;
CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'entreprise « POSE ET PRESTATION » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire, les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est le 2013-54-186

Article 3 : La durée de la présente habilitation est d'un an.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la sous-préfète de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Laurent ZANDERIGO et dont copie sera adressée au maire de JOEUF et au directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Arrêté du 25 février 2013 portant habilitation dans le domaine funéraire à M. Benjamin VOINOT, gérant de l'entreprise VOINOT THANATOPRAXIE à COLOMBEY-LES-BELLES (54170)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 février 2012 habilitant M. Benjamin VOINOT à exercer l'activité de thanatopracteur sur l'ensemble du territoire national pour une durée d'un an ;

CONSIDÉRANT la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par M. Benjamin VOINOT gérant de l'entreprise VOINOT THANATOPRAXIE dont le siège est situé au n°1, rue de l'Eglise à COLOMBEY-LES-BELLES (54170) ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : M. Benjamin VOINOT est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire national l'activité funéraire suivante :

- Soins de conservation

Article 2 : Le numéro d'habilitation est le 2012-54-180.

Article 3 : La durée de la présente habilitation est renouvelée pour une période d'un an.

Article 4 : En application de l'article R 2223-63, tout changement dans les indications fournies lors de la demande pour la délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans un délai de deux mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Benjamin VOINOT et dont copie sera transmise au sous-préfet de TOUL, au maire de COLOMBEY-LES-BELLES et au directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Conformément à l'article R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification.

Arrêté du 25 février 2013 portant modification dans le domaine funéraire - Etablissement GUIDON SAS à NANCY (54000)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2008 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'Etablissement GUIDON SAS situé 34, Place des Vosges à NANCY (54000) représenté par M. Serge GUIDON ;

CONSIDÉRANT la demande de M. Serge GUIDON à l'effet de faire modifier l'arrêté préfectoral susvisé afin de faire figurer le nom commercial de l'établissement ;

ARRETE

Article 1er : L'établissement GUIDON SAS visé par l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2008 exerce sous le nom commercial de « POMPES FUNEBRES PASCAL LECLERC ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Serge GUIDON et dont copie sera adressée au maire de NANCY et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Conformément à l'article R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification.

Arrêté du 25 février 2013 portant modification dans le domaine funéraire - Etablissement GUIDON SAS à LUNEVILLE (54300)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R. 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'Etablissement GUIDON SAS situé 4, Place Saint-Rémy à LUNEVILLE (54300) représenté par M. Serge GUIDON ;

CONSIDÉRANT la demande de M. Serge GUIDON à l'effet de faire modifier l'arrêté préfectoral susvisé afin de faire figurer le nom commercial de l'établissement ;

ARRETE

Article 1er : L'établissement GUIDON SAS visé par l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 exerce sous le nom commercial de « POMPES FUNEBRES PASCAL LECLERC ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le sous-préfet de Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Serge GUIDON et dont copie sera adressée au maire de LUNEVILLE et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Conformément à l'article R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois courant à compter de sa notification.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté interpréfectoral du 20 février 2013 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) modifiant l'article 1 des statuts du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle relatif à la composition du syndicat**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

La Préfète des Vosges,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants, et L5711-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 19 juin 2007 autorisant la création du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale sud Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2012 autorisant la création de la communauté de communes du pays du Saintois issue de la fusion de la communauté de communes du Saintois, de la communauté de communes du Mirabée et de la communauté de communes « la Pipistrelle » intégrant les communes d'Houdreville, Gerbécourt et Haplemont et Quevilloncourt ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2012 autorisant la création de la communauté de communes de Hazelle en Haye issue de la fusion de la communauté de communes de Hazelle et de la communauté de communes du massif de Haye ;

VU le décret 2012-1479 du 27 décembre 2012 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1er des statuts du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle est remplacé comme suit :

« Article 1er - Dénomination, composition

En application de l'article L. 122.4 du code de l'urbanisme et des articles L. 5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre :

- la Communauté urbaine du Grand Nancy
- la Communauté de communes du Bassin de Pompey
- la Communauté de communes du Toullois
- la Communauté de communes du Lunévillois
- la Communauté de communes du Pays du sel et du Vermois
- la Communauté de communes du Pays de Pont-à-Mousson
- la Communauté de communes de Moselle et Madon
- la Communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toullois
- la Communauté de communes du Val de Meurthe
- la Communauté de communes du Grand Couronné
- la Communauté de communes du Saintois au Vermois
- la Communauté de communes du Pays du Sânon
- la Communauté de communes de Seille et Mauchère
- la Communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch
- la Communauté de communes de la Vezouze
- la Communauté de communes des vallées du Cristal
- la Communauté de communes du Bayonnais
- la Communauté de communes de la Mortagne
- la Communauté de communes du Pays de la Haute-Vezouze
- la Communauté de communes du Badonvillois
- la Communauté de communes du Grand Valmon
- la Communauté de communes des Côtes en Haye
- la Communauté de communes du Froidmont
- la Communauté de communes du chardon lorrain
- la Communauté de communes du pays du Saintois
- la Communauté de communes de Hazelle en Haye

- et les 8 communes suivantes :

* Bratte, Marthemont, Moivrons, Pagny-sur-Moselle, Saulxerotte, Vandières, Villers-lès-Moivrons et Villers-sous-Prény, un syndicat mixte fermé qui prend la dénomination "Syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle »

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Suite à la parution du décret 2012-1479 du 27 décembre 2012 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, les chiffres de la population et la répartition des délégués sont actualisés suivant le tableau joint en annexe au présent arrêté.

Article 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Lunéville et de Toul, le sous-préfet de Neufchâteau et le président du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale sud Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et aux maires des communes concernés, aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera l'objet d'une publication aux recueils administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 20 février 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

La Préfète des Vosges,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Vincent BERTON

Le tableau récapitulatif des délégués ainsi que les statuts annexés sont consultables en Préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités et au siège du syndicat mixte.

Arrêté du 21 février 2013 portant fixation de la liste des collectivités intéressées par le projet de syndicat mixte des transports du pays de Briey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
La Préfète de la Meuse,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5711-1, L5211-5, L5212-2 et L5214-27 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les délibérations des collectivités suivantes demandant au préfet la création d'un syndicat mixte de transports et proposant toutes le même périmètre :

- communauté de communes du pays de l'Orne en date du 11 décembre 2012,
 - commune de Batilly en date du 15 décembre 2012,
 - communauté de communes EPCI du bassin de Landres en date du 17 décembre 2012,
 - communauté de communes du Jarnisy en date du 20 décembre 2012,
- SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

ARRETEMENT

Article 1er : La liste des collectivités intéressées par le projet de syndicat mixte des transports du pays de Briey est fixée ainsi qu'il suit :

- communauté de communes du pays Audunois,
- communauté de communes du pays de Briey,
- communauté de communes du Jarnisy,
- communauté de communes de l'EPCI du bassin de Landres,
- communauté de communes du Pays de l'Orne,
- Commune de Batilly,
- Commune de Saint-Ail.

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et la sous-préfète de Briey sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et aux maires des communes cités à l'article 1er et qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 21 février 2013

La Préfète de la Meuse,
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 14 février 2013 déclarant cessibles les parcelles situées sur le territoire des communes de THIL et de TIERCELET nécessaires à la réalisation du projet de liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg au profit du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L11-8 et les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière, et notamment l'article 7 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la décision d'assemblée du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 12 décembre 2003 relative au projet de réalisation de la liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg, portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette ;

VU le dossier établi par le conseil général de Meurthe-et-Moselle en vue de l'enquête parcellaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2010 prescrivant l'ouverture, du 10 au 30 juin 2010 inclus, d'une enquête parcellaire ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de l'enquête parcellaire ;

VU les résultats de l'enquête parcellaire et les avis favorables du 17 octobre 2010 du commissaire enquêteur et du 27 octobre 2010 du sous-préfet de Briey ;
VU la notifications individuelle aux propriétaires concernés, pour le dépôt du dossier d'enquête à la mairie ;
VU l'arrêté interpréfectoral du 1er juin 2010 prorogeant les effets de l'arrêté interpréfectoral du 6 juillet 2005 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette, sur le territoire des communes de Redange, dans le département de la Moselle, et de THIL, TIERCELET et VILLERUPT, dans le département de Meurthe-et-Moselle, et mise en compatibilité avec ce projet des plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes de THIL, TIERCELET et VILLERUPT dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
VU la demande du 6 février 2013 du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle sollicitant un arrêté de cessibilité des parcelles concernées par l'opération, cadastrées section C n°44 au lieu-dit « A l'Epine », C n°101 et 102 au lieu-dit « Channen Feld », C n°17 au lieu-dit « Au Trou Boutel », C n°179 et 180, au lieu-dit « Au Sentier d'Hussigny » et C n°122, au lieu-dit « A la Pierre Grise », sur le territoire de la commune de THIL et la parcelle cadastrée X n°25 au lieu-dit « Au dessus de l'enclos Marchal » sur le territoire de la commune de TIERCELET ;
CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;
CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir les parcelles de terrain susvisées destinées à la réalisation du projet de liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les parcelles désignées sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté, sont déclarées immédiatement cessibles au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Ces parcelles appartiennent, en indivision, à M. et Mme Albert HORNICK, domiciliés 4, rue Basse à REDANGE (57390), à Mme Jeanne REGNICOLI, née HAAS, domiciliée 33, rue d'Audun-le-Tiche à REDANGE (57390), à M. François GAUCHE, domicilié 19, chemin de Guinguette à THIONVILLE (57100) et, en indivision, à Mme Jeanne PENNING, née BRANDEBOURG, domiciliée 49, rue de Babylone à PARIS (75007).

Article 2 : Le présent arrêté de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : L'acquisition par le conseil général de Meurthe-et-Moselle des parcelles mentionnées dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires figurant sur l'état parcellaire.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information à la sous-préfète de Briey et aux maires des communes de Thil et Tiercelet.

Nancy, le 14 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes (plan et état parcellaires) sont consultables en Préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau des procédures environnementales.

Arrêté n° 54-2012-00072 du 18 février 2013 portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme pluriannuel d'entretien de la Chiers sur les communes de CHARENZY-VEZIN, COLMEY, CONS-LA-GRANVILLE, CUTRY, EPIEZ-SUR-CHIERS, LEXY, LONGLAVILLE, LONGUYON, LONGWY, MONTIGNY-SUR-CHIERS, REHON, UGNY, VILLETTE et VIVIERS-SUR-CHIERS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7 et R. 214-88 à R. 214-104 et R. 123-1 à R.123-27 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général reçu le 25/06/2012, présenté par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers représenté par Madame la Présidente, Madame PITEL Morgane, enregistré sous le n° 54-2012-00072 et relatif au programme pluriannuel d'entretien de la Chiers sur les communes de DE CHARENZY-VEZIN, COLMEY, CONS-LA-GRANVILLE, CUTRY, EPIEZ-SUR-CHIERS, LEXY, LONGLAVILLE, LONGUYON, LONGWY, MONTIGNY-SUR-CHIERS, REHON, UGNY, VILLETTE ET VIVIERS-SUR-CHIERS - Demande de Déclaration d'Intérêt Général au titre du code de l'environnement ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 29/10/2012 au 29/11/2012 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 21 décembre 2012 ;

VU l'absence d'avis des communes de Charency-Vezin, Colmey, Cons-la-Granville, Cutry, Epiez-sur-Chiers, Lexy, Longlaville, Longuyon, Longwy, Montigny-sur-Chiers, Rehon, Ugny, Villette et Viviers-sur-Chiers ;

VU les remarques du pétitionnaire en date du 8 février 2013 concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 29 janvier 2013 ;

CONSIDERANT

Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente sur les tronçons à aménager que dans le cadre d'une Déclaration d'Intérêt Général ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

Article 1er : Objet de la déclaration et de la déclaration d'intérêt général

A la demande du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers représenté par Madame la Présidente, Madame PITEL Morgane, le programme pluriannuel d'entretien de la Chiers, est déclaré d'intérêt général.

Le projet concerne le cours d'eau de la Chiers sur les communes de Charency-Vezin, Colmey, Cons-la-Granville, Cutry, Epiez-sur-Chiers, Lexy, Longlaville, Longuyon, Longwy, Montigny-sur-Chiers, Rehon, Ugny, Villette et Viviers-sur-Chiers. (voir carte annexée)

L'objectif est de pérenniser les plantations et aménagements réalisés dans le cadre du programme de restauration de la rivière réalisé entre 2006 et 2011 en assurant l'entretien de la ripisylve et en stabilisant les berges par des plantations.

Article 2 : Caractéristiques des travaux

Le programme pluriannuel d'entretien sur le cours d'eau de la Chiers réparti sur 11 tronçons d'un linéaire total d'environ 20,2 km porte sur :

- le débroussaillage, fauchage des berges et du lit mineur ;
- la revégétalisation des berges par des plantations, recépages et bouturages ;
- le maintien de la connectivité de noues par curage ;
- l'élimination sélective des embâcles de bois mort lorsque les zones traversées sont sensibles aux inondations ;

Pendant la durée de la DIG, tout tronçon du linéaire de cours d'eau, soit 50 km, pourra faire l'objet d'interventions ponctuelles (gestions des imprévus et embâcles...).

Opérations de curage : Elles sont localisées sur certaines annexes hydrauliques reconstituées lors du programme de renaturation. Elles consistent à maintenir la connectivité des noues pour le maintien des zones de frayères.

Article 3 : Prescriptions lors des travaux

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, en dehors du lit majeur.

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

Les produits nobles issus lors des interventions sur la ripisylve resteront à la propriété des riverains. Ces bois seront rangés sur les parcelles en dehors du lit majeur afin de ne pas nuire aux écoulements en période de crue. Les riverains disposeront d'un délai d'un mois pour les évacuer. Passé ce délai, ces bois seront éliminés par le pétitionnaire ou une entreprise mandatée.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Les rémanents de déboisement et les produits de faucardage seront éliminés dans le respect de la réglementation.

Une fois les travaux terminés, le pétitionnaire, ou l'entreprise qu'il aura mandatée, enlèvera tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister et remettra les parcelles en l'état (clôtures déposées et réinstallées, fermeture des accès à la propriété, retrait des matériaux).

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux.

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Les travaux seront effectués de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension.

Article 4 : Programme d'intervention

Chaque année le pétitionnaire rédige un programme annuel d'intervention qu'il transmet au service départemental de l'ONEMA et au service police de l'eau de la DDT au moins 2 mois avant de le mettre en œuvre.

Article 5 : Servitude de passage

Pendant les travaux initiaux ou d'entretien ultérieurs, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents chargés de la surveillance, aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche, aux personnes chargés des travaux ainsi qu'aux engins nécessaires à la réalisation des travaux.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux objets de la présente Déclaration d'Intérêt Générale, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 6 : Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 7 : Répartition des dépenses

Le coût des travaux est pris en charge par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers. Aucune participation financière ne sera demandée aux propriétaires riverains.

Titre II : DISPOSITIONS GENERALES

Article 8 : Durée de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

La présente déclaration d'intérêt général est accordée pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 9 : Condition de renouvellement de la déclaration d'intérêt général

Elle pourra être renouvelée une fois si le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Chiers présente une demande de renouvellement au moins 6 mois avant l'expiration du présent arrêté.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 13 : Publication et information des tiers

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie des communes de Charency-Vezin, Colmey, Cons-la-Granville, Cutry, Epiez-sur-Chiers, Lexy, Longlaville, Longuyon, Longwy, Montigny-sur-Chiers, Rehon, Ugny, Villette et Viviers-sur-Chiers.

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de Charency-Vezin, Colmey, Cons-la-Granville, Cutry, Epiez-sur-Chiers, Lexy, Longlaville, Longuyon, Longwy, Montigny-sur-Chiers, Rehon, Ugny, Villette et Viviers-sur-Chiers, pendant une durée minimale d'un mois.

La présente décision sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an et est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 14 : Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai d'un an suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 15 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, les maires des communes de Charency-Vezin, Colmey, Cons-la-Granville, Cutry, Epiez-sur-Chiers, Lexy, Longlaville, Longuyon, Longwy, Montigny-sur-Chiers, Rehon, Ugny, Vilette et Viviers-sur-Chiers, le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA et le directeur de l'Agence de L'Eau Rhin-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 18 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

La carte annexée est consultable en Préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau des procédures environnementales.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS*Bureau de l'interministérialité***Arrêté modificatif n° 12.BI.58 du 12 février 2013 accordant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code du domaine de l'État ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code minier ;

VU le code de la route ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code de l'environnement ;

VU les dispositions législatives applicables aux activités exercées par les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ensemble leurs textes d'application ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel en date du 2 mai 2012 nommant Mme Emmanuelle GAY en qualité de directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.29 du 1er juin 2012 accordant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°12.BI.29 du 1er juin 2012 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

6 – Évaluation environnementale :

- information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact,
- accusé de réception des demandes d'examen préalable « cas par cas », demande de compléments, arrêtés décidant de la nécessité ou non de produire une évaluation environnementale, traitement des contentieux afférents,
- saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base,
- formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement,
- transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

Le reste est sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 12 février 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 12.BI.59 du 21 février 2013 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice du cabinet, à l'effet de signer tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet, notamment :

- les arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques,
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers,
- les arrêtés de réquisition dans le cadre de la permanence des soins,
- les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle,
- les arrêtés concernant la situation administrative des sapeurs-pompiers professionnels de Meurthe-et-Moselle.

BUREAU DU CABINET :

affaires liées :

- aux élections et à l'analyse politique,
- aux médailles et distinctions honorifiques,
- au protocole et au suivi des dossiers du préfet,
- aux interventions des élus et des particuliers,
- aux déplacements officiels.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ :

affaires liées :

- à la sécurité et à l'ordre public,
- à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure,
- au secrétariat du comité de lutte contre la fraude,
- à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT).

BUREAU DES POLICES ADMINISTRATIVES :

affaires liées :

- aux entreprises de sécurité privée : suspension et retrait des autorisations de cartes professionnelles, des agréments de dirigeants et des entreprises de sécurité privée en cas d'urgence ou de troubles à l'ordre public ; autorisation de port d'armes pour les entreprises de sécurité privée; autorisation exceptionnelle à exercer la surveillance sur la voie publique; habilitations pour effectuer des actes de palpation en cas de circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour l'ordre public; double agrément en matière de sûreté aéroportuaire
- aux manifestations sportives sur l'ensemble du département :
 - 1) aériennes et aquatiques
 - 2) terrestres sur les voies ouvertes à la circulation publique – Pour les manifestations pédestres et cyclistes, uniquement sur l'arrondissement chef-lieu, sauf si la manifestation dépasse le territoire d'un arrondissement du département
 - 3) boxe
 - 4) homologation de circuits sportifs à moteur
- aux armes pour le département et aux permis de chasser pour l'arrondissement (attestations de délivrance initiale); aux gardes-particuliers de pêche et de chasse pour l'arrondissement chef-lieu et aux autres gardes particuliers pour l'ensemble du département
- à la vidéo-protection
- aux débits de boissons de l'arrondissement chef-lieu
- à la domiciliation d'entreprises
- aux annonces judiciaires et légales

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- affaires liées à la sécurité civile, la protection des populations, le secours aux personnes, les catastrophes naturelles, la défense civile et les gestion des crises, les explosifs, la présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées.

Article 2 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement du cabinet et de la résidence du directeur de cabinet, délégation de signature est donnée à Mme Magali DAVERTON, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés,
- la constatation du service fait,
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Magali DAVERTON, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques.

Article 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DU CABINET :

M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie VOUAUX, attachée, adjointe au chef du bureau, à l'exception des documents comptables visés à l'article 2.

BUREAU de la prévention et de la sécurité :

M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Martine GILLET, secrétaire administrative, adjointe au chef du bureau.

BUREAU DES POLICES ADMINISTRATIVES :

Mme Anne-Lise FUCHS, attachée principale, chef du bureau des polices administratives. En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation de signature est donnée, à compter du 1er mars 2013, à Mme Myriam MICAUX, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef de bureau.

Par dérogation, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Lise FUCHS, attachée principale, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er – Bureau des polices administratives dans les domaines suivants :

- délivrance des récépissés de déclaration de boxe, de manifestations sportives terrestres sur les voies ouvertes à la circulation publique et d'autorisation pour les manifestations aériennes de lâcher de ballons et de lanternes
- autorisations de détention d'armes et délivrance de récépissés de déclaration de détention d'armes
- délivrance de cartes européennes d'armes à feu
- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- délivrance des récépissés de dépôt de dossiers en matière de vidéo-protection

Et, à compter du 1er mars 2013, à Mme Myriam MICAUX, secrétaire administrative de classe normale, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Lise FUCHS, attachée principale, chef du bureau des polices administratives, dans les domaines suivants :

- délivrance des autorisations pour les manifestations aériennes de lâcher de ballons et de lanternes
- délivrance de cartes européennes d'armes à feu
- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Corinne PEREZ, attachée principale, adjointe au chef de bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Pascal SEYLLER et de Mme Corinne PEREZ, délégation est donnée à M Francis BOSCH-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Mme Corinne PEREZ, attachée principale,
- M. Francis BOSCH-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,
- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale.

Article 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- toutes décisions en matière de mesure d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile),
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers.

b) les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté préfectoral n°12.BI.47 du 4 octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, directrice du cabinet, est abrogé au 1er mars 2013.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 21 février 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 12.BI.60 du 21 février 2013 accordant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de LUNEVILLE ;

VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 8 février 2013 nommant M. Eric MEYNARD sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée, à compter du 4 mars 2013, à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE :

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale ;

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- * les débits de boissons

- * les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur

* toutes correspondances relatives à ces procédures

- Autorisations d'ouverture tardive

- 4) Manifestations sportives sur la voie publique hors aériennes, aquatiques, équestres, à moteur, homologations de circuits et combats de boxe :
 - refus et délivrance des arrêtés portant autorisation des épreuves sportives se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement,
 - refus et délivrance des récépissés pour les manifestations sportives ne comportant pas de caractère compétitif, se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement.

5) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;

- autorisation de transport de corps en territoire étranger

6) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
 - autorisation des ventes en liquidation (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;
 - délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 et suivants du Code pénal) ;
 - carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

7) Police des armes :

- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage ;
 - récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité,

2) Autorisations collectives de sortie du territoire pour les mineurs,

3) Laissez-passer pour les enfants français de moins de quinze ans ;

4) Associations (récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901).

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

1) Délivrance des titres de permis de conduire aux candidats admis aux examens ;

2) Délivrance des titres de permis de conduire étrangers dont la conversion est possible ;

3) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;

4) Arrêtés concernant la commission médicale pour l'arrondissement de TOUL et mesures administratives consécutives à un examen médical ;

5) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route ;

6) Signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES :

1) Affaires électorales :

- créations ou suppressions de bureaux de vote,
 - constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral),
 - fixation des dates limites :

* du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande,

* de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale,

* de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
 - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement, et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;

- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I ;

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;

- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

6) Arrêtés de composition du conseil d'administration de Toul Habitat.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation ;

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif.

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation ;

- mandatement d'office des dépenses obligatoires conformément à l'article L.1612-16 du code général des collectivités territoriales.

4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes.

5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

1) Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

VIII - SUBVENTIONS D'ÉTAT ET FONDS EUROPÉENS :

- 1) "Accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :
 - des fonds structurels européens ;
 - des subventions d'État.

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'elle est requise ;
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;
- 4) Signature au nom de l'État des contrats éducatifs locaux ;
- 5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Article 2 : Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers ;
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;
- toutes décisions en matière de mesures d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) ;
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 3 : Délégation est accordée à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de TOUL pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de TOUL pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, cette présidence est assurée par Mme Fabienne BEAULAND, secrétaire générale de la sous-préfecture de TOUL et, en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Monique ATTENOT, secrétaire administrative de classe normale.

Article 4 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de la sous-préfecture de TOUL, délégation de signature est donnée à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés ;
- la constatation du service fait ;
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, délégation de signature est accordée à Mme Fabienne BEAULAND, secrétaire générale de la sous-préfecture de TOUL, pour les matières suivantes énumérées à l'article 1er :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE :

3) Police des débits de boissons :

- Décisions de sanctions administratives concernant :
 - * les débits de boissons
 - * les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur
 - * toutes correspondances relatives à ces procédures
- Autorisations d'ouverture tardive

4) Manifestations sportives sur la voie publique hors aériennes, aquatiques, équestres, à moteur, homologations de circuits et combats de boxe :

- refus et délivrance des arrêtés portant autorisation des épreuves sportives se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement,
- délivrance des récépissés pour les manifestations sportives ne comportant pas de caractère compétitif, se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement.

5) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;
- autorisation de transport de corps en territoire étranger.

6) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
- autorisation des ventes en liquidation (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 et suivants du Code pénal) ;
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

7) Police des armes :

- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage ;

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité ;

2) Autorisations collectives de sortie du territoire pour les mineurs ;

3) Laissez-passer pour les enfants français de moins de quinze ans ;

4) Associations (récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901).

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

1) Délivrance des titres de permis de conduire aux candidats admis aux examens ;

2) Délivrance des titres de permis de conduire étrangers dont la conversion est possible ;

3) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;

4) Arrêtés concernant la commission médicale pour l'arrondissement de TOUL mesures administratives consécutives à un examen médical ;

5) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route ;

6) Signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation ;

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif.

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation ;

- mandatement d'office des dépenses obligatoires conformément à l'article L.1612-16 du code général des collectivités territoriales.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

1) Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

VIII - SUBVENTIONS D'ÉTAT ET FONDS EUROPÉENS :

1) "Accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens ;

- des subventions d'État.

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'elle est requise ;

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;

4) Signature au nom de l'État des contrats éducatifs locaux ;

5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Délégation de signature est également accordée à Mme Fabienne BEAULAND pour signer tous documents relatifs aux matières énumérées à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric MEYNARD et Mme Fabienne BEAULAND, délégation est donnée à Mme Sylvie Zander, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

En cas d'absence simultanée des personnes ci-dessus désignées, délégation est donnée à Mme Monique ATTENOT, secrétaire administrative de classe normale.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de TOUL sont exercées par M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. MEYNARD et de M. ANDRES, la suppléance de M. Eric MEYNARD est assurée par M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : L'arrêté préfectoral n°12.BI.24 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL et l'arrêté préfectoral modificatif n°12.BI.54 du 27 décembre 2012 seront abrogés le 4 mars 2013.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 21 février 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté modificatif n° 13.BI.01 du 25 février 2013 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts ;

VU le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques, notamment son article 4 ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 27 mars 2012 nommant M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.22 du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du directeur départemental des finances publiques ;

CONSIDERANT qu'afin de préserver le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable et compte tenu des missions confiées à M. Noël CLAUDON, délégation de signature ne peut lui être accordée afin d'émettre et d'adresser les titres de perception pour les quotes-parts des charges de fonctionnement de la cité administrative de Nancy ainsi que pour engager et mandater les dépenses de fonctionnement liées à la gestion de la cité administrative de Nancy ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°11.BI.22 est supprimé.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Noël CLAUDON, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 25 février 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 13.OSD.01 du 25 février 2013 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, administrateur des finances publiques, responsable du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n°2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU le décret du président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 27 mars 2012 nommant M. Noël CLAUDON administrateur général des finances publiques à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

VU la décision du ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996 confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter-départemental de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;

VU le courrier du 13 janvier 2010 du chef du bureau des ressources humaines (RH1B) du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, affectant M. Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources à la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.OSD.02 du 12 avril 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, administrateur des finances publiques, responsable du pôle pilotage et ressources à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1er : Afin de préserver le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable et compte tenu des missions confiées à M. Noël CLAUDON à la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle, délégation de signature est accordée à M. Xavier HUMBERT, responsable du pôle pilotage et ressources, à l'effet de liquider les dépenses et de signer les mandats édités par la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle, imputés sur le budget du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État (207) au titre du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local », y compris la régie d'avances et de recettes, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique .

Article 2 : Délégation de signature est accordée à M. Xavier HUMBERT à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre du programme 309 «Entretien des bâtiments de l'État » et du compte d'affectation spéciale 0723 « Dépenses immobilières » d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 7 novembre 2012 d'autre part.

Délégation de signature est accordée à M. Xavier HUMBERT à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre du programme des comptes de commerce 0907, assignées sur la caisse comptable spécialisée du Domaine.

Délégation de signature est accordée à M. Xavier HUMBERT, à l'effet :

- d'émettre et d'adresser, à chaque ordonnateur secondaire délégué affectataire de locaux au sein de la cité administrative de Nancy ou au représentant des occupants ayant une personnalité juridique et financière différente de celle de l'État, les titres de perception pour la quote-part des charges de fonctionnement qui lui incombe ;

- d'engager et de mandater les dépenses de fonctionnement liées à la gestion de la cité administrative de Nancy.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

Article 3 : Délégation de signature est également donnée à M. Xavier HUMBERT pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État, intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

Article 4 : La présente délégation ne concerne pas les éventuels ordres de réquisition du comptable public, qui restent soumis à ma signature.

Article 5 : M. Xavier HUMBERT peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels susvisés portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués, en respectant le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable.

Article 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès du directeur départemental des finances publiques.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR
EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Article 7 : Délégation est donnée à M. Noël CLAUDON, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, dans la mesure où ils relèvent de ses attributions, les actes relevant du pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux portant engagement, liquidation et ordonnancement au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012.

Article 8 : Délégation est donnée à M. Xavier HUMBERT, administrateur des finances publiques, responsable du pôle pilotage et ressources, à l'effet de signer, dans la mesure où ils relèvent de ses attributions, les actes d'ordonnancement secondaire relevant du pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics dont la dépense est imputée sur les programmes visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 5 000 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. Xavier HUMBERT pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 9 : Délégation de signature est également accordée à M. Xavier HUMBERT à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 10 : Le responsable du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € hors taxes. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 11 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 210 000€ hors taxes en matière de travaux, pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, le responsable du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 210 000 € hors taxes en matière de travaux, M. Xavier HUMBERT peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 12 : L'arrêté préfectoral n° 12.OSD.02 du 12 avril 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT est abrogé.

Article 13 : Le secrétaire général de la préfecture, le responsable du pôle pilotage et ressources de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 février 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Convention d'utilisation n° 54-2010-18 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Défense et la Sécurité SGAP

Le 13 février 2013 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2010-18 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du Préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,
et

Monsieur le Préfet, Délégué pour la Défense et la Sécurité SGAP Espace Riberpray rue de Belle Isle à Metz, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur des bâtiments faisant partie d'un ensemble immobilier dénommé cantonnement de la CRS 39 appartenant à l'Etat, sis à Jarville la Malgrange rue Général Leclerc, cadastré section AK n°141 pour 65a 65ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Service VSSE

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0166 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 837 856 € soit :

- 1) 2 795 831 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 502 869 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 286 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 19 023 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 273 025 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 628 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 449 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 1 400 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 38 176 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 38 176 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0167 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale

des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

AR R E T E

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 802 550 € soit :

1) 1 753 600 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 492 793 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

27 898 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 273 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

228 442 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 194 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 21 188 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 25 575 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 2 187 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

2 187 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0168 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8

du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 375 450 € soit :

1) 2 271 176 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 090 707 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

23 753 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

4 206 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

148 615 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 895 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 29 798 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 61 949 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 12 527 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

12 527 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0169 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 676 762 € soit :

- 1) 675 456 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 614 092 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 14 066 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 46 946 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 352 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 1 306 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0170 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 230 875 € soit :

- 1) 230 614 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 229 179 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 1 435 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 2) 261 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0171 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012
N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 88 901 € soit :

88 901 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

88 901 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0172 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 258 582 € soit :

- 1) 3 167 940 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 889 396 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 44 128 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 801 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 225 710 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 3 905 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 53 915 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 36 727 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0173 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine,

chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 215 953 € soit :

1) 215 321 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

140 912 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

73 758 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

651 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 632 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0174 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 31 038 873 € soit :

1) 27 892 148 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 25 140 864 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;
103 105 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
2 583 311 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
23 688 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
41 180 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE) ;
2) 1 897 814 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 1 067 578 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
4) 181 333 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
170 963 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME ;
10 370 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0175 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 855 513 € soit :

- 1) 3 528 584 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
3 120 413 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
406 106 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 065 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 300 082 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 26 847 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0176 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 170 376 € soit :

- 1) 167 052 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
167 052 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 2) 3 324 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0177 du 18 février 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2012

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de décembre 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 628 879 € soit :

1) 2 353 998 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 176 806 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

7 949 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

168 786 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

457 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 29 674 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 245 207 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE

Secrétariat

Décision ARS N° 2013-0081 du 12 février 2013 portant désignation du psychiatre référent départemental de la cellule d'urgence médico-psychologique (C.U.M.P) de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la défense ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L 6311-1 et R 6311-25 à R 6311-32 ;

VU le décret n°2013-15 du 7 janvier 2013 relatif à la préparation et aux réponses aux situations sanitaires exceptionnelles ;

VU la circulaire DH E04-DGS SQ2 n° 97.383 du 28 Mai 1997 relative à la création d'un réseau national de prise en charge de l'urgence médico-psychologique en cas de catastrophe ;

VU la circulaire DHOS/O 2/DGS/6 C n° 2003-235 du 20 mai 2003 relative au renforcement du réseau national de l'urgence médico-psychologique en cas de catastrophe ;

DECIDE

Article 1er : M. le Docteur Cyril BOUTINAUD, praticien hospitalier à l'UAUP du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, est désigné psychiatre référent de la cellule médico-psychologique de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le psychiatre référent est chargé de coordonner l'activité et les moyens de la cellule d'urgence médico-psychologique, en liaison avec le service d'aide médicale urgente. A ce titre, le psychiatre référent :

1) Propose la liste départementale des médecins psychiatres, des psychologues et des infirmiers volontaires pour intervenir au sein d'une cellule d'urgence médico-psychologique en vue de son établissement par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

2) Contribue à l'élaboration des schémas type d'intervention mentionnés à l'article R 6311-27 du code de la santé publique ;

3) Organise les formations des intervenants à la gestion de catastrophes ou d'accidents impliquant un grand nombre de victimes ou susceptibles d'entraîner d'importantes répercussions psychologiques en raison de leur nature, en s'appuyant sur les ressources.

Article 3 : La directrice de la protection sanitaire et environnementale et le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'intéressé et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 février 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2013-0139 du 14 février 2013 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012 - 133 en date du 8 février 2012, portant nomination des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La Commission spécialisée de l'organisation des soins constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Titulaires	Suppléants
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (CG 54)
Arsène LUX (Pt Communauté de Communes de Verdun)	Michel VEDEL (Conseiller Communautaire)
Valérie JURIN (Adjointe au Maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Titulaires	Suppléants
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguée Régionale Association Grandir)
En cours de désignation	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Marius HAMANN (Vice-président CODERPA Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

Titulaires	Suppléants
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - Vice présidente CCAS Metz)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - administrateur CMSEA)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Titulaires	Suppléants
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (F.O.)
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOUARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Titulaires	Suppléants
Anne-Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

Titulaires	Suppléants
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Titulaires	Suppléants
En cours de désignation	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE TOUZET (Directrice Générale CHR Metz Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des Hôpitaux de Sarreguemines)
Michel CLAUDON (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur des CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME CHR Metz-Thionville)	Jean Pierre MAZUR (Directeur CH Verdun)
Catherine PICHENE (Présidente de la CME du CPN de Laxou)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean Pierre TEYSSIER (Directeur Etablissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur Etablissement FEHAP)
En cours de désignation (Président CME - FEHAP)	En cours de désignation (Président CME – FEHAP)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Audrey PATOULLARD (Directrice des Œuvres de la CARM)
Michèle KESSKER (Présidente NEPHROLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Dominique HUNAUT (Ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (Ambulancier)
En cours de désignation (Directeur SDIS Vosges)	En cours de désignation (Directeur du SDIS de la Meuse)
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Denise ZIMMERMANN (syndicat interdépartemental ONSSF)	Laurence GUILLAUME (syndicat interdépartemental ONSSF)
Marc AYME (Président Syndicat des Chirurgiens Dentistes de Meurthe et Moselle)	Jean Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes de Moselle)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kiné)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kiné)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS))	Michel VIRTE (Vice président de l'URPS)
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh DHUNY (RAOUL – IMG)

Représentants de la Commission Spécialisée dans le domaine des prises en charge et accompagnements médico-sociaux

Titulaires	Suppléants
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de l'organisation des soins est Mme Brigitte VAISSE.

Le Vice-président est M. Rémi UNVOIS.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région. Nancy, le 14 février 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

DIRECTION

Arrêté n° 05/2013 du 14 février 2013 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;
VU le code de la consommation ;
VU le code du tourisme ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 14 septembre 2012 nommant Mme Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;
VU le décret du 30 septembre 2011 nommant M. Vincent BERTON, Sous-Préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture des Vosges ;
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012, complété par l'arrêté préfectoral n° 12.BI.42 en date du 22 août 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-2389 du 01 octobre 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-87 en date du 25 juin 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2013/534 en date du 14 février 2013 du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 01 août 2012 portant nomination de M. Jean de ZELICOURT sur l'emploi de Responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 20 août 2012 portant nomination de M. Christian JEANNOT Directeur Régional Adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 21 août 2012 portant nomination de Mme Marie-France RENZI Directrice Régionale Adjointe, chargée des fonctions de Responsable du pôle Politique du Travail de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 07 novembre 2012 nommant Mme Aline BIRCK Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à M. Jean de ZELICOURT, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie, à M. Christian JEANNOT, Responsable du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie et à Mme Marie-France RENZI, Responsable du pôle Politique Travail à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean de ZELICOURT, subdélégation est donnée à l'effet de signer :

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie » à M. François MERLE, M. Jean-Marie FRANCOIS, M. Aloïs KIRCHNER et Mme Emmanuelle ABRIAL ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement industriel à Mme Stéphanie MONIN ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement international à M. Jean-Paul PAOLI ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du tourisme à Mme Chantal CARTAU ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du commerce et de l'artisanat à M. Jean-Marie GRY et Mme Marie REDON ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine des mutations économiques et du développement de l'emploi à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, subdélégation est donnée à M. François KIFFER à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « politique Travail ».

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian JEANNOT, subdélégation est donnée à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIMÉ, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie ».

Article 4 : Mise en œuvre du programme opérationnel 2007-2013 FSE « Compétitivité régionale et emploi ».

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, l'habilitation qui lui est consentie au titre de l'article 2 (arrêté SGAR n° 2012-239 du 26.06.2012) sera exercée par Mme Aline BIRCK, Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI et de Mme Aline BIRCK, l'habilitation consentie sera exercée par M. Jean de ZELICOURT, responsable du Pôle 3E de la DIRECCTE Lorraine ou Mme Annie AIGUIER, directrice des ressources humaines de la DIRECCTE Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aline BIRCK, de M. Jean de ZELICOURT et de Mme Annie AIGUIER, l'habilitation consentie sera exercée par M. Sébastien GALLAND, responsable de la cellule FSE à la DIRECCTE Lorraine, **excepté pour : signer les conventions d'attribution FSE avec les maîtres d'ouvrages et procéder au paiement des factures.**

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 01/2013 en date 23 janvier 2013 est abrogé.

Article 6 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.
Nancy, le 14 février 2013

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 06/2013 du 14 février 2013 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 14 septembre 2012 nommant Mme Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;
VU le décret du 30 septembre 2011 nommant M. Vincent BERTON, Sous-Préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture des Vosges ;
VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-240 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;
VU l'arrêté n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté n° 2012-2390 en date du 01 octobre 2012 de la Préfète de la Meuse ;
VU l'arrêté n° DCTAJ n° 2012-A-88 en date du 25 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2013/534 en date du 14 février 2013 du secrétaire général, chargé de l'administration de l'Etat dans le département des Vosges ;
VU l'arrêté interministériel du 01 août 2012 portant nomination de M. Jean de ZELICOURT sur l'emploi de Responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 20 août 2012 portant nomination de M. Christian JEANNOT Directeur Régional Adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 21 août 2012 portant nomination de Mme Marie-France RENZI Directrice Régionale Adjointe, chargée des fonctions de Responsable du pôle Politique du Travail de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à M. Jean de ZELICOURT, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie, à M. Christian JEANNOT, Responsable du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie et à Mme Marie-France RENZI, Responsable du pôle Politique Travail (à compter du 1er octobre 2012) à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, les décisions et actes relevant des attributions de la DIRECCTE Lorraine en matière d'ordonnancement secondaires des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 relevant des programmes suivants :

- BOP 102 : accès et retour à l'emploi
- BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- BOP 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- BOP 134 : développement des entreprises et de l'emploi
- BOP 155 : moyens de fonctionnement des directions régionales, des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- BOP 223 : tourisme
- BOP 305 : stratégie économique et fiscale

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-oute » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean de ZELICOURT, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour les programmes P 102, P 103, P 134 et P 223 à M. Aloïs KIRCHNER, M. François MERLE, M. Jean-Marie FRANCOIS ;
- pour les programmes P 134 et P 223 et au titre de la certification du service fait et de la liquidation à M. Michel DELVOT ;
- pour le programme P 134 à Mme Stéphanie MONIN ;
- pour le programme P 223 et au titre de la certification du service fait à Mme Chantal CARTAU ;
- pour le programme P 103 et au titre de la certification du service fait à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 111 à M. François KIFFER.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian JEANNOT, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 134 et au titre de l'ordonnancement secondaire des recettes en matière de métrologie à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO.

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 02/2013 en date 23 janvier 2013 est abrogé

Article 5 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégataires désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges et dont un exemplaire original sera adressé à M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Lorraine et du Département de la Moselle et à Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 février 2013

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision d'agrément du 14 février 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Association FLEX à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 9 janvier 2013 présentées par Monsieur Frédéric KUTTA – Président de l'association FLEX – MJC Lillebonne – 14 rue du Cheval Blanc – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : L'association FLEX - MJC Lillebonne – 14 rue du Cheval Blanc – 54000 NANCY

SIRET 399 423 367 000 40 code APE 9001Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 14 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision d'agrément du 14 février 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Société SYNERGIHP à FLEVILLE-DEVANT-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 9 janvier 2013 présentée par Monsieur APFFEL Claude – Président du Directoire de la société SYNERGIHP – 28 rue de la Woivre – 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : La société SYNERGIHP - 28 rue de la Woivre – 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY

SIRET 431 855 675 000 28 code APE 4939A

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 14 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision d'agrément du 21 février 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - Société TECHNI CONSEIL à PONT-A-MOUSSON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 16 janvier 2013 présentée par Madame Emilie LE TOUX et Monsieur Cédric HOCHART – gérants de la société TECHNI CONSEIL – 22 place du Paradis – 54700 PONT-A-MOUSSON ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : La société TECHNI CONSEIL - 22 place du Paradis – 54700 PONT-A-MOUSSON

SIRET 337 651 079 000 28 code APE 7112B

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 21 février 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE**Décision de fermeture définitive d'un débit de tabac à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE (54630) en date du 7 février 2013**

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,

VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 8 et 37,

VU la délégation de signature du 27/03/2012 concernant le décret susvisé,

CONSIDÉRANT la fermeture provisoire le 28/10/2011 du débit de tabac N° 5400611L exploité par Mme GODEFROY Françoise,

CONSIDÉRANT l'expiration du délai d'un an de fermeture provisoire de ce débit de tabac, prévue au 5° de l'article 37 de décret 2010-720,

D E C I D E

la fermeture définitive du débit de tabac N° 5400611L sis 10, rue de Mirecourt 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE à compter du 28/10/2012.

Nancy, le 7 février 2013

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

Christian LEBLANC

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES**Arrêté du 12 février 2013 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle – Fermeture exceptionnelle le 10 mai 2013**

Le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

VU les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif n°12.BI.33 du 11 juin 2012 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Les services de la direction départementale des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle seront fermés à titre exceptionnel le 10 mai 2013.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.

Nancy, le 12 février 2013

Par délégation du Préfet,

Le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 12 février 2013 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle – Fermeture exceptionnelle le 16 août 2013

Le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

VU le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

VU les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif n°12.BI.33 du 11 juin 2012 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Les services de la direction départementale des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle seront fermés à titre exceptionnel le 16 août 2013.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.

Nancy, le 12 février 2013

Par délégation du Préfet,

Le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

SIP DE BRIEY**Arrêté du 1er septembre 2011 portant délégation de signature aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement**

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de BRIEY,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II ,

VU le livre des procédures fiscales,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 23 septembre 2009 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

A R R E T E

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'agent désigné ci-après :

- Mme Brigitte REISS, contrôleur principal,
- Mme Sylvie ANCELIN, agente,
- Mme Christine WOZNIAK, agente,
à l'effet de : statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 3 mois et porter sur une somme supérieure à 2 000 euros ;

Article 2 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Briey, le 1er septembre 2011

Le Comptable public, responsable de service des impôts des particuliers,
Jean-Pascal BOUCHER

Arrêté du 7 janvier 2013 portant délégation de signature aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de BRIEY,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II ,

VU le livre des procédures fiscales,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 23 septembre 2009 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après :

- Mme Denise BALDINI, contrôleuse principale,
- Mme Brigitte LEONETTI, contrôleuse principale,
- Mme Martine PIGOT, contrôleuse,
- Mme Virginia PALMERI, contrôleuse,
- Mme Joëlle MATERGIA, contrôleuse,
- M Michel BORGER, agent,

à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 8 000 euros ;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 10 mois et porter sur une somme supérieure à 8 000 euros.

Article 2 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Briey, le 7 janvier 2013

Le Comptable public, responsable de service des impôts des particuliers,
Jean-Pascal BOUCHER

SIE - SIP DE LONGWY

Arrêté du 31 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme LEMASSON Martine, Inspectrice divisionnaire des finances publiques ; Mme FORTEMPS Maryline, Inspectrice des finances publiques ; M. JABOUILLE François, Inspecteur des finances publiques ; M. FORTEMPS Claude, Contrôleur principal des finances publiques

Le comptable du service des impôts des entreprises et du service des impôts des particuliers de LONGWY,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article L. 257 A ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions au service des impôts des entreprises et du service des impôts des particuliers de Longwy dont les noms suivent :

- Mme LEMASSON Martine, Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques ;
- Mme FORTEMPS Maryline, Inspectrice des Finances Publiques ;
- M. JABOUILLE François, Inspecteur des Finances Publiques ;
- M. FORTEMPS Claude, Contrôleur principal des Finances Publiques.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Longwy, le 31 janvier 2013

Le Comptable du service des impôts des entreprises
et du service des impôts des particuliers de LONGWY,
Jean Paul LAUER

SIP DE NANCY NORD-EST

Arrêté du 29 janvier 2013 portant délégation de signature à M. Dominique ROBERT, Inspecteur ; M. Jean-Emmanuel HILS, Inspecteur ; Mme Pascale COSTE, Inspecteur

Le comptable du service des impôts des particuliers de NANCY NORD-EST,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article L. 257 A ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions au service des impôts des particuliers de Nancy Nord Est dont les noms suivent :

- Monsieur Dominique ROBERT, Inspecteur ;
- Monsieur Jean-Emmanuel HILS, Inspecteur ;
- Madame Pascale COSTE, Inspecteur.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 29 janvier 2013

Le Comptable du service des impôts des particuliers de NANCY NORD EST,
Dominique VOLLMAR

SIP DE NANCY SUD-EST

Arrêté du 2 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Claire BERTRAND, Inspecteur des finances publiques ; Mme Marie-Thérèse MUNIER, Contrôleur principal des finances publiques ; Mme Muriel HUMBERT, Contrôleur principal des finances publiques ; Mme Irène PIERINI, Contrôleur des finances publiques

Le comptable du service des impôts des particuliers de NANCY SUD-EST,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article L. 257 A ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions au service des impôts des particuliers de NANCY SUD EST dont les noms suivent :

- Mme Claire BERTRAND, Inspecteur des finances publiques ;
- Mme Marie-Thérèse MUNIER, Contrôleur principal des finances publiques ;
- Mme Muriel HUMBERT, Contrôleur principal des finances publiques ;
- Mme Irène PIERINI, Contrôleur des finances publiques.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 2 janvier 2013

Le Comptable du service des impôts des particuliers de NANCY SUD EST,
Véronique BERNIER

SIE - SIP DE TOUL

Arrêté du 31 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUEGANO, Inspecteur ; Mme Colette AMBERT, Contrôleur principal ; M Patrice FOUQUET, Contrôleur principal ; Mme Laurence GHERAERT, Contrôleur principal ; Mme Isabelle DALLY, Agent administratif principal ; Mme Mitsue JAMEY, Agent administratif ; Mme Anne ADRAYNI, Contrôleur ; M Christian GIROT, Contrôleur principal ; Mme Rachel RICHARD, Contrôleur principal ; Mme Bernadette SCHMITT, Contrôleur principal

Le comptable du service des impôts des entreprises et des particuliers de TOUL,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article L. 257 A ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions au service des impôts des entreprises et des particuliers de Toul dont les noms suivent :

- Mme Nathalie GUEGANO, inspecteur ;
- Mme Colette AMBERT, contrôleur principal ;
- M Patrice FOUQUET, contrôleur principal ;
- Mme Laurence GHERAERT, contrôleur principal ;
- Mme Isabelle DALLY, agent administratif principal ;
- Mme Mitsue JAMEY, agent administratif ;
- Mme Anne ADRAYNI, contrôleur ;
- M Christian GIROT, contrôleur principal ;
- Mme Rachel RICHARD, contrôleur principal ;
- Mme Bernadette SCHMITT, contrôleur principal.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Toul, le 31 janvier 2013

Le Comptable du service des impôts des entreprises et des particuliers de TOUL,
Philippe POETTE

SIP DE VANDOEUVRE

Arrêté du 25 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Annie SCHUELLER, Inspectrice

Le comptable du service des impôts des particuliers de VANDOEUVRE,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article L 257 A ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions au service des impôts des particuliers de VANDOEUVRE dont les noms suivent :

- Mme Annie SCHUELLER, Inspectrice.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Vandoeuvre, le 25 janvier 2013

Le Comptable du service des impôts des particuliers,
Michel MARCHETTO

TRESORERIE DE BACCARAT-BADONVILLER

Arrêté du 1er février 2012 portant délégation de signature à Mme MANGIN Dominique, Agent administratif ; Mme RENAUX Brigitte, Contrôleur principal ; Mme THIEBAUT Micheline, Contrôleur

Le comptable de la Trésorerie de BACCARAT-BADONVILLER,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article L. 257 A ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions à la Trésorerie de Baccarat dont les noms suivent :

- Mme MANGIN Dominique, agent administratif ;
- Mme RENAUX Brigitte, contrôleur principal ;
- Mme THIEBAUT Micheline, contrôleur.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Baccarat, le 1er février 2012

Le Comptable de la Trésorerie BACCARAT-BADONVILLER,
Flore PARDAL

TRESORERIE DE BAYON-BLAINVILLE-SUR-L'EAU

Arrêté du 18 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Francine HARROUE, Agent d'administration principal ; M. Olivier BAILLARGEAT, Agent d'administration principal ; Mme Carole COLIN, Agent d'administration principal ; M. Daniel CAMPESATO, Contrôleur principal

Le comptable de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE-SUR-L'EAU,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article L. 257 A ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions au service des impôts de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE-SUR-L'EAU dont les noms suivent :

- Mme Francine HARROUE, Agent d'administration principal ;
- M. Olivier BAILLARGEAT, Agent d'administration principal ;
- Mme Carole COLIN, Agent d'administration principal ;
- M. Daniel CAMPESATO, Contrôleur principal.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Blainville-sur-l'Eau, le 18 janvier 2013

Le Comptable de la Trésorerie de BAYON-BLAINVILLE-SUR-L'EAU,
Joël METTAVANT

TRESORERIE D'ESSEY-LES-NANCY

Arrêté du 29 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Annie FERRY, Contrôleur des finances publiques ; M. Patrice BERTHELIER, Agent Administratif Principal des finances publiques ; Mme Ghislaine CLEMENT, Agent Administratif Principal des finances publiques ; Mme Anne MERCIER, Agent Administratif Principal des finances publiques ; Mme Véronique ADAM, Contrôleur Principal des finances publiques

Le comptable du Trésor de la Trésorerie d'ESSEY-LES-NANCY,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article L 257 A ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions à la trésorerie d'Essey les Nancy dont les noms suivent :

- Mme Annie FERRY, Contrôleur des finances publiques ;
- M. Patrice BERTHELIER, Agent Administratif Principal des finances publiques ;
- Mme Ghislaine CLEMENT, Agent Administratif Principal des finances publiques ;
- Mme Anne MERCIER, Agent Administratif Principal des finances publiques ;
- Mme Véronique ADAM, Contrôleur Principal des finances publiques.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture

Essey-lès-Nancy, le 29 janvier 2013

Le Comptable de la Trésorerie d'ESSEY-LES-NANCY,
Michel TOSI

TRESORERIE D'HAROUVE-VEZELISE

Procuration du 4 janvier 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Claude PHILIPPE, Contrôleur Principal des Finances publiques

La soussignée DEFAULT Emmanuelle, Trésorière d'HAROUVE-VEZELISE,

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Claude PHILIPPE, contrôleur principal des Finances publiques ; lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie d'HAROUVE VEZELISE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des Finances Publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie d'HAROUVE VEZELISE, entendant ainsi transmettre à Madame Claude PHILIPPE tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Claude PHILIPPE,
Contrôleur Principal

Signature du mandant
DEFAULT Emmanuelle,
Inspecteur Divisionnaire

le cas échéant,

donner délégation à Madame Claude PHILIPPE, contrôleur principal des Finances publiques pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Claude PHILIPPE,
Contrôleur Principal

Haroué, le 4 janvier 2013

Signature du délégant
DEFAUT Emmanuelle,
Inspecteur Divisionnaire

Arrêté du 17 janvier 2013 portant délégation de signature à M. Franck CASTAGNOZZI, Agent administratif

Le comptable public, responsable de la Trésorerie d'HAROUE-VEZELISE – 5 rue Choiseul à HAROUE,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II,

VU le livre des procédures fiscales,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'agent désigné ci-après :

- Monsieur Franck CASTAGNOZZI, agent administratif,

à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 200 euros ;

- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 5 mois et porter sur une somme supérieure à 2000 euros ;

Article 2 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Haroué, le 17 janvier 2013

Le Comptable,
Emmanuelle DEFAUT

TRESORERIE DE NEUVES-MAISONS

Arrêté du 17 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Magali MICHEL, Contrôleur principal ; M. Lionel EMERAUX, Contrôleur principal

Le comptable de la Trésorerie de NEUVES-MAISONS,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article L. 257 A ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions à la Trésorerie de NEUVES-MAISONS dont les noms suivent :

- Madame Magali MICHEL, contrôleur principal ;

- Monsieur Lionel EMERAUX, contrôleur principal.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Neuves-Maisons, le 17 janvier 2013

Le Comptable de la Trésorerie,
Jean-Pierre ROY

TRESORERIE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Arrêté du 22 janvier 2013 portant délégation de signature à M. COLSON Laurent, Inspecteur des Finances Publiques ; M. OBERLE Jérôme, Inspecteur des Finances Publiques ; Mme PETRIQUE Monique, Contrôleur Principal des Finances Publiques

Le comptable de la Trésorerie de SAINT-NICOLAS-DE-PORT,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article L. 257 A ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer et rendre exécutoire les avis de mise en recouvrement et de signer les mises en demeure de payer, au nom du comptable, aux agents exerçant leurs fonctions à la Trésorerie de Saint Nicolas de Port dont les noms suivent :

- Monsieur COLSON Laurent, Inspecteur des Finances Publiques ;

- Monsieur OBERLE Jérôme, Inspecteur des Finances Publiques ;

- Madame PETRIQUE Monique, Contrôleur Principal des Finances Publiques.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Saint-Nicolas-de-Port, le 22 janvier 2013

Le Comptable de la Trésorerie de SAINT-NICOLAS-DE-PORT,
Paul BARDEAU

TRESORERIE DE THIAUCOURT

Procuration du 2 janvier 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Marie-Christine SIBILLE, Agent de recouvrement du Trésor Public

Le soussigné Fabien RICATTE, Comptable de la Trésorerie de THIAUCOURT,

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général, Madame Marie-Christine SIBILLE, agent de recouvrement du Trésor Public,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de THIAUCOURT,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de THIAUCOURT, entendant ainsi transmettre à Mme Marie-Christine SIBILLE, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
SIBILLE Marie-Christine,
Agent de recouvrement

Signature du mandant
RICATTE Fabien,
Inspecteur des finances publiques

Thiaucourt, le 2 janvier 2013

Procuration du 2 janvier 2013 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Martine LEMOINE, Contrôleur principal du Trésor Public

Le soussigné Fabien RICATTE, Trésorier de THIAUCOURT par intérim,

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Martine LEMOINE, contrôleur principal du Trésor Public, lui donner pouvoir de gérer et administrer, en son absence, pour lui et en son nom, la Trésorerie de THIAUCOURT, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de THIAUCOURT, entendant ainsi transmettre à Madame Martine LEMOINE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
LEMOINE Martine,
Contrôleur principal

Signature du mandant
RICATTE Fabien,
Inspecteur des finances publiques

le cas échéant,

donner délégation à Mme Martine LEMOINE, contrôleur principal, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
LEMOINE Martine,
Contrôleur principal

Signature du délégant
RICATTE Fabien,
Inspecteur des finances publiques

Thiaucourt, le 2 janvier 2013

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/009 du 8 février 2013 approuvant les statuts de l'association foncière de ABBEVILLE-LES-CONFLANS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Brier ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 mars 1973 portant institution de l'association foncière de ABBEVILLE-LES-CONFLANS ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de ABBEVILLE-LES-CONFLANS en date du 21 mars 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de ABBEVILLE-LES-CONFLANS en date du 29 mars 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de ABBEVILLE-LES-CONFLANS ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle 21 janvier 2013 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de ABBEVILLE-LES-CONFLANS, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 29 mars 2011, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Brier et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de ABBEVILLE-LES-CONFLANS, adressé au président de l'association foncière de ABBEVILLE-LES-CONFLANS, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Brier, le 8 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Brier,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2013/n° 013/AFC du 15 février 2013 relatif aux engagements dans le dispositif de la prime herbagère agroenvironnementale - Campagne 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) n° 1290/2005 du conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune ;
VU le règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le fonds européen agricole pour le développement rural (feader), notamment son article 39 ;
VU le règlement (UE) n° 65/2011 de la commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;
VU le règlement (CE) n° 1974/2006 de la commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil ;
VU le règlement (CE) n° 73/2009 du conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) n° 1782/2003 ;
VU le code rural ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L.414-1 à L.414-3, les articles L.213-10 et suivants et l'article L.212-1, L.212-2 et L.212-2-1 ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
VU le programme de développement rural hexagonal ;
VU les articles D.341-7 à D. 341-19 du code rural et de la pêche maritime relatifs aux engagements agroenvironnementaux ;
VU le décret n° 2007-1342 du 12 septembre 2007 relatif aux engagements agroenvironnementaux et modifiant le code rural ;
VU l'arrêté du 12 septembre 2007 modifié relatif aux engagements agroenvironnementaux ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE**Article 1er : PRESENTATION DU DISPOSITIF**

En application de l'article 36 a) iv) du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005, des engagements agroenvironnementaux tels que définis par le décret n° 2007-1342 susvisé peuvent porter sur les actions de gestion extensive des prairies figurant dans le programme de développement rural hexagonal et qui sont reprises dans l'annexe au présent arrêté, dans la limite des crédits affectés à ce dispositif.

Ce dispositif est dénommé « prime herbagère agroenvironnementale » (PHAE2).

Article 2 : CONDITION D'ELIGIBILITE

Sont éligibles à la PHAE2 les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

- Appartenir à l'une des catégories suivantes :
 - > personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, âgées de dix-huit ans au moins et de moins de 67 ans au 1er janvier de l'année de la demande ;
 - > les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions de l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitant répondent aux conditions relatives aux personnes physiques ;
 - > les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural ;
 - > les personnes morales qui mettent des terres à disposition d'exploitants de manière indivise. Elles sont dites « entités collectives ».
- Avoir déposé une demande d'engagement et un dossier de déclaration de surfaces réputées recevables.
- Appartenir à la catégorie suivante :
 - > Les jeunes agriculteurs récemment installés ayant bénéficié d'une aide à l'installation prévue à l'article D.343-3 du code rural et de la pêche maritime, que le plan de développement économique de leur exploitation intègre ou non la PHAE.

Par ailleurs, pour les demandeurs individuels, l'exploitation doit respecter les critères suivants :

- le taux de spécialisation herbagère, calculé conformément aux instructions ministérielles, est supérieur ou égal à 75 % ;
- le chargement, calculé conformément aux instructions ministérielles, est compris entre 0,20 et 1,4 UGB par hectare.

Article 3 : ENGAGEMENT GENERAUX

Par le dépôt de sa demande, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée par un engagement juridique, durant 5 ans à compter du 15 mai 2013 :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ainsi que les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- à ne pas diminuer la surface totale engagée dans le dispositif, sauf à transmettre les engagements souscrits à un repreneur éligible susceptible de les poursuivre jusqu'à leur terme ;
- à respecter, sur l'ensemble des surfaces concernées, le cahier des charges décrit dans la notice explicative figurant en annexe ;
- à confirmer chaque année le respect des engagements dans son dossier de demande d'aide PAC et à fournir les documents dont la liste est fixée par instruction ministérielle ;
- à conserver l'ensemble de ces documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre ans après la fin de l'engagement ;
- à signaler au préfet toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;
- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles ;

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

A compter de 2014, interviendra un nouveau règlement de développement rural, il appartiendra au souscripteur de se conformer aux nouvelles règles susceptibles d'entrer en application pour continuer à percevoir les annuités restantes à compter de 2014. A défaut, il aura la possibilité de renoncer aux engagements souscrits sans remboursement ni pénalité.

Article 4 : RENUMERATION DE L'ENGAGEMENT

En contrepartie de son engagement en PHAE2, le montant des mesures que peut solliciter un demandeur individuel est de 76 euros par hectare engagé dans la mesure PHAE2.

Lorsque des surfaces situées dans un autre département que le département de Meurthe-et-Moselle sont engagées en PHAE2, le montant unitaire versé en contrepartie de l'engagement de ces surfaces sera celui défini dans le département en question pour la mesure souscrite.

Le total des aides versées à un exploitant individuel au titre de la PHAE2, ne pourra dépasser 7 600 euros par an. En conséquence, aucun engagement qui conduirait, une année au moins, à dépasser ce montant ne pourra être accepté.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun résultant de la fusion d'exploitations autonomes préexistantes, le montant maximum des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite du nombre d'associés éligibles et dans la limite maximale de trois.

Les engagements dont la contrepartie financière annuelle serait inférieure à 300 euros ne seront pas acceptés.

Chaque engagement fera l'objet d'une décision préfectorale. Après avoir pris connaissance des modalités financières définitives, le demandeur pourra renoncer en 2013 à son engagement sans pénalités, dans un délai de 15 jours.

Article 5 : PRECISION SUR LE CAHIER DES CHARGES

Les pelouses calcaires, les prairies permanentes situées en zone inondable (cartographie communale disponible en mairie) présentent un intérêt particulier pour la préservation de la biodiversité des exploitations agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Il en est de même pour les prairies permanentes disposant au minimum de 15 espèces floristiques différentes, à l'exclusion des espèces suivantes : ortie (*urtica* sp.), chardon (*cirsium arvense*), rumex sp., pissenlit (*taraxacum* sp.) et renoncule (*ranunculus arvensis*).

Ces surfaces peuvent être comptabilisées dans le cadre des obligations de détention minimale d'éléments de biodiversité, mentionnées dans le cahier des charges de la PHAE2, un hectare de ces surfaces correspondant à un hectare de surface de biodiversité.

Article 6 : EXECUTION ET DIFFUSION DE L'ARRETE

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture. Une copie de l'arrêté sera transmise pour information à Monsieur le délégué régional de l'ASP.

Nancy, le 15 février 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

La notice départementale PHAE2 campagne 2013 est consultable à la DDT - service agriculture forêt chasse.

Arrêté n° 004/2013 du 14 février 2013 modifiant l'arrêté du 26 juin 2003 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de MONTAUVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Montauville ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à

M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 2003 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Montauville ;

VU la demande de M. VANNESSON Michel, gérant du groupement forestier de fréhaut ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 26 juin 2003 sont abrogées.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Montauville.

Article 3 : Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Montauville par les soins du maire.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Montauville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Montauville,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. VANESSON Michel, gérant du groupement forestier de fréhaut.

Nancy, le 14 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRÉ

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 14 février 2013 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Montauville

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Montauville		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :
	A B C	M. BROCAS Marc 56 à 64 - 69 - 73 à 75 - 85 à 87 - 221 - 255 - 293 à 294 108 à 112 - 114 - 117 à 118 - 120 1 à 5 - 8 à 12 - 76 - 78 pour un total de 24 ha 63 a 98 ca. (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec la commune de Pont-à-Mousson)
	D	Mme BOILEAU 82 - 88 à 89 - 91 à 92 pour un total de 81 ha 85 a 15 ca.
	A	S.C.I. Messine 10 à 11 - 164 à 173 pour un total de 13 ha 64 a 33 ca. (terrain clos)

	D E	Indivision HUSSON 10 - 14 - 17 - 19 - 70 - 72 - 75 - 113 - 117 - 119 - 121 - 123 306 et 452 pour un total de 60 ha 47 a 14 ca.
	A D	M. et Mme Jean-Marie HOLLINGER 23 - 27 à 28 - 322 à 323 - 325 1 à 3 - 5 - 98 pour un total de 59 ha 69 a 74 ca.
	A	Groupement Forestier de Fréhaut 7 - 13 - 301 pour un total de 102 ha 12 a 00 ca.

**Annexe II à l'arrêté préfectoral du 14 février 2013 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Montauville**

Enclaves

Commune	Section	Désignation des terrains	Observations
Montauville	D	114 (appartenant à M. CABARET) pour un total de 7 a 89 a 82 ca.	enclavant : indivision HUSSON

Arrêté n° 26/2013 du 14 février 2013 modifiant l'arrêté du 22 mai 2008 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de LANEUEVILLE-AUX-BOIS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de Laneuville-aux-Bois ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 2008 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Laneuville-aux-Bois ;

VU la demande du groupement forestier du bois l'abbé, représenté par M. Christian BERNEL ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 l'arrêté du 22 mai 2008 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Laneuville-aux-Bois.

Article 3 : Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Laneuville-aux-Bois par les soins du maire.

Article 5 - :Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune de Laneuville-aux-Bois sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Laneuville-aux-Bois,
- chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. Christian BERNEL, représentant le groupement forestier du bois l'abbé.

Nancy, le 14 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRÉ

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 14 février 2013 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Laneuville-aux-Bois**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Laneuville-aux-Bois		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
	A ZA	M. RECEVEUR Claude 137 - 140 - 141 - 143 et 144 4 soit un total de 42 ha 36 a 03 ca

	A	M. MOHM Manfred 111 – 115 – 117 à 125 – 131 – 133 à 136 – 218 et 219 soit un total de 40 ha 19 a 24 ca
	ZH ZI ZK XL	M. BURTIN Jean-Paul 4 à 7 – 16 13 – 14 – 16 – 18 – 19 – 21 – 31 - 32 71 140 soit un total de 54 ha 98 a 62 ca
	A	G.F. du Bois l'Abbé 44 à 48 – 51 à 52 – 55 à 58 – 61 – 64 à 65 – 67 à 75 – 86 à 91 – 93 à 103 – 108 soit un total de 17 ha 81 a 70 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec la commune de Marainviller)

**Annexe II à l'arrêté préfectoral du 14 février 2013 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Laneuveville-aux-Bois**

Enclaves

Commune	Section	Désignation des terrains	Observations
Laneuveville-aux-Bois	A	37 à 43 – 49 à 50 – 53 à 54 – 59 à 60 – 62 à 63 – 66 – 76 à 85 – 92 – 104 à 107 – 109 – 230 soit un total de 11 ha 32 a 06 ca) L'enclavant souhaite) chasser.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

SOLIDARITE - INSERTION

Arrêté d'affectation des réservistes sanitaires dans le cadre du plan grand froid en date du 14 février 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3133-1 et suivants, L. 3134-1, R. 3134-2 et R. 3135-5 et suivants ;

VU l'arrêté du 7 décembre 2012 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire dans le cadre du plan grand froid ;

CONSIDÉRANT l'instruction interministérielle N°DGS/DUS/DGOS/DGCS/DGSCGC/DGT/2012/ 370 du 24 octobre 2012 précisant les actions à mettre en œuvre pour prévenir et faire face aux conséquences sanitaires propres à la période hivernale ;

CONSIDÉRANT la circulaire DGCS/1A/2012/ 369 du 23 octobre 2012 relative à la mobilisation du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'insertion pendant l'hiver 2012-2013 ;

CONSIDÉRANT que, en cas de déclenchement du niveau 2 ou du niveau 3 du plan grand froid, les associations effectuent une aide auprès des personnes sans domicile fixe nécessitant le renfort de professionnels de santé au sein des équipes de maraudes et dans les lieux d'accueil relevant du plan hivernal ;

SUR proposition du directeur général de l'agence régionale de santé de Meurthe-et-Moselle en date du 2 janvier 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Pour la période du 15 février 2013 au 24 février 2013 et en cas de déclenchement du niveau 2 ou du niveau 3 du plan grand froid dans le département, les réservistes sanitaires dont le nom figure sur la liste annexée au présent arrêté se mettent à disposition de l'association mentionnée en annexe pour intervenir auprès des personnes sans abri.

Article 2 : Les modalités d'affectation des réservistes sanitaires à l'article 1^{er} sont précisées à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 3 : L'indemnisation ou la rémunération des réservistes sanitaires mentionnés à l'article 1^{er} et effectivement mobilisés est fixée et versée conformément aux dispositions des articles L.3133-1, R. 3135-1 et R. 3135-7 du code de la santé publique.

Article 4 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à chacun des réservistes sanitaires ainsi affectée.

Nancy, le 14 février 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT AFFECTATION DES RÉSERVISTES SANITAIRES :

Modalités d'affectation des réservistes sanitaires

Date d'affectation (sous réserve de l'activation des niveaux 2 ou 3)	Nom du réserviste sanitaire	Association d'affectation (nom, adresse et n° de déclaration à la préfecture)
Du 15/02/2013 au 17/02/2013	M. HELAS Gérard	Accueil et Réinsertion Sociale 12 avenue Jean Jaurès - 54000 NANCY N° de déclaration en préfecture : 5552
Du 18/02/2013 au 20/02/2013	Mme MATISSE Noële	Accueil et Réinsertion Sociale 12 avenue Jean Jaurès - 54000 NANCY N° de déclaration en préfecture : 5552

Du 21/02/2013 au 24/02/2013	Mme WIDMER LABADIE Simone	Accueil et Réinsertion Sociale 12 avenue Jean Jaurès - 54000 NANCY N° de déclaration en préfecture : 5552
-----------------------------	---------------------------	---

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES

Délégation de signature 2013-02-01-5 du 6 février 2013

Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, directrice générale par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
 VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
 VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,
 VU l'arrêté du Centre National de Gestion du 22 janvier 2013 la nommant directrice générale adjointe du CHU de Nancy à compter du 1er février 2013,
 VU l'arrêté 2013-113 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en date du 31 janvier 2013, la désignant directrice générale par intérim du CHU de Nancy et de la maternité régionale universitaire de Nancy à compter du 1er février 2013,

Article 1er : Donne délégation principale à Monsieur Jacques DUDREUILH, directeur des Services Techniques, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Techniques, en terme d'engagement et de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée à :

- M. Mickaël DUWOYE
- M. Richard PEREZ
- M. Jean-Louis PEROT

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 2 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 3 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 février 2013

La Directrice générale adjointe,
 Directrice générale par intérim
 Eliane TOUSSAINT

Les bénéficiaires de la délégation :

- Jacques DUDREUILH
- Mickaël DUWOYE
- Richard PEREZ
- Jean-Louis PEROT

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

DIRECTION

Décision N° 004/13 de délégation de signature en date du 03 janvier 2013 (RECTIFICATIVE à celle publiée dans le RAA N° 04 du 08 février 2013)

Le Directeur,

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique ;
 VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;
 VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;
 VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;
 VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2010 nommant Monsieur Sébastien MESTELAN dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

D E C I D E

Article 1er : La décision n° 044/10 du 02 novembre 2010 est amendée sur le point III de l'article 2.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines, dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

I - Questions relatives à la gestion du personnel non médical et médical

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, décisions administratives, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction des Ressources Humaines à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service,

- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,

b) Délégation permanente est donnée à Madame Michèle GUEFVENEU, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, décisions administratives, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction des Ressources Humaines à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service
- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,
- En cas d'absence de Monsieur MESTELAN et de Madame Michèle GUEFVENEU, Mesdames Josette GARNY et Nathalie LIENARD, Adjoints des Cadres Hospitaliers, recevront délégation à l'effet de signer les bordereaux et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

II - Questions relatives à la Formation Continue

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN à l'effet de signer :

- tous les documents, conventions, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux concernant la formation continue à l'exclusion des correspondances aux services ministériels et des notes de service.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien MESTELAN, la délégation susvisée sera exercée par Madame Michèle GUEFVENEU, Attachée d'Administration Hospitalière.

c) Délégation permanente est donnée à Monsieur MUNERELLE Didier, responsable du bureau de la formation continue, à l'effet de signer toutes correspondances aux personnels de l'établissement relatives à l'organisation et au déroulement de leur action de formation.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Sébastien MESTELAN, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 5 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Article 6 : La présente délégation prend effet le 1er janvier 2013. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle. Laxou, le 03 janvier 2013

Le Directeur,
Gilles BAROU

Décision N° 005/13 de délégation de signature en date du 03 janvier 2013 (RECTIFICATIVE à celle publiée dans le RAA N° 04 du 08 février 2013)

Le Directeur,

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil de Surveillance en date du 24 juin 2011 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté du 23 février 2011 du Centre National de Gestion affectant Madame Elisabeth WISNIEWSKI, Directrice des Soins, dans les fonctions de Directrice des Soins Coordinatrice des Instituts de formation rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers) à compter du 1er juin 2011 ;

VU la décision N° 029/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Mme DANAN Jane-Laure Adjoint pour l'IFSI au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1er juillet 2008 ;

VU la décision N° 030/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant M. HUREAUX Claude Adjoint pour l'IFCS au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1er juillet 2008 ;

DECIDE

Article 1er : La décision n° 044/10 du 02 novembre 2010 est annulée pour le point III.

Article 2 : Délégation pour les Questions relatives à la gestion des Instituts

a) Délégation permanente est donnée à Madame Elisabeth WISNIEWSKI, Directrice des Soins Coordinatrice des instituts de formation, à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents, toutes les conventions (y compris avec l'Université, dans le cadre de la mobilité Erasmus, les autres établissements dans le cas de prestations de formation...), notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux à l'exclusion des correspondances aux services ministériels, des correspondances impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service de l'établissement.

b) Délégation permanente est donnée à Madame Jane-Laure DANAN, nommée adjoint pour l'IFSI au directeur des soins coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFSI,
- pour la maintenance de l'IFSI et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau.

c) Délégation permanente est donnée à M. HUREAUX Claude, nommé adjoint pour l'IFCS au directeur des soins coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFCS,
- pour la maintenance de l'IFCS et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau.

d) En cas d'absence de Madame Elisabeth WISNIEWSKI, délégation est donnée à Mme DANAN Jane-Laure, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFSI à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARS, Conseil Régional, Universités.

e) En cas d'absence de Madame Elisabeth WISNIEWSKI, délégation est donnée à M. HUREAUX Claude, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFCS à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARS, Conseil Régional, Universités.

Article 3 : La présente délégation prend effet le 23 janvier 2013. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 03 janvier 2013

Le Directeur
Gilles BAROU

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN****DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Décision d'ouverture d'un concours sur titres externe pour le recrutement d'un Cadre de santé en date du 8 février 2013**

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun,

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

VU le décret 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

VU l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

VU la vacance de 3 postes de Cadre de santé diffusée le 12 septembre 2012 et le 27 septembre 2012 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

DECIDE

Article 1er : Un concours sur titres EXTERNE est ouvert à partir du 1er mars 2013 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir un poste vacant de Cadre de santé (filière infirmier) dans l'établissement.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps :

- des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière ;
- des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière ;
- des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière ;

et du diplôme de Cadre de santé ou certificat équivalent, ayant exercé dans le secteur privé ou public une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins 5 ans à temps plein ou d'une durée de cinq ans d'équivalent temps plein au 1er janvier 2013.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de santé
- un CV établi par le candidat sur papier libre
- un certificat de travail justifiant de la durée des services accomplis

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé

Article 5 : Le concours pourra être organisé au plus tôt UN mois après la date de clôture des inscriptions, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2002 susvisé.

Verdun, le 8 février 2013

Le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines,
F. DELHOUSTAL

Décision d'ouverture d'un concours sur titres interne pour le recrutement de deux Cadres de santé en date du 8 février 2013

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun,

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière,

VU le décret 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

VU l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

VU la vacance de 3 postes de Cadres de santé diffusée les 12 septembre 2012 et le 27 septembre 2012 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

DECIDE

Article 1er : Un concours sur titres INTERNE est ouvert à partir du 1er mars 2013 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir 2 postes vacants de Cadre de santé (filière infirmier) dans l'établissement.

Article 2 : Peuvent être candidats les fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de Cadre de santé relevant des corps régis par les décrets :

- portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière ;
- portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière ;
- portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière ;

comptant au 1er janvier 2013, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, ainsi que les agents non titulaires de la Fonction Publique Hospitalière, possédant l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et le diplôme de Cadre de santé ayant accompli au moins 5 ANS de services publics effectifs au 1er janvier 2013 en qualité de personnel de la filière infirmière, de rééducation ou médico-technique.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de santé
- un CV établi par le candidat sur papier libre
- un certificat de travail justifiant de la durée des services accomplis

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Article 5 : Le concours pourra être organisé au plus tôt UN mois après la date de clôture des inscriptions, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2002 susvisé.

Verdun, le 8 février 2013

Le Directeur Adjoint Chargé des Ressources Humaines,
F. DELHOUSTAL

